

Prouvy, le 26 octobre 2007

**Conseil Départemental de l'Environnement et des  
Risques Sanitaires et Technologiques  
RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS  
CLASSEES  
Société CONCERTO DEVELOPPEMENT**

**Objet** : Création d'une plate-forme logistique sur la commune de Tilloy-lez-Cambrai

**Références :**

Transmission préfectorale DAGE/3 - CP du 16 janvier 2007 : Dossier de demande d'autorisation d'exploiter  
Transmission préfectorale DAGE/3 - CP du 22 février 2007 : Dossier modificatif  
Rapport DRIRE du 02 mars 2007 : avis pour mise à l'enquête publique et administrative  
Transmission préfectorale DAGE/3 - CP du 24 juillet 2007 : retour d'enquête  
Transmission du SDIS du 04 octobre 2007 modifiant l'avis du SDIS communiqué dans le retour d'enquête publique par transmission susvisée

**TGAP** : la délivrance de l'arrêté soumet l'établissement à la TGAP

**1- Exploitant**

- Raison sociale : CONCERTO DEVELOPPEMENT
- Forme juridique : SAS au capital de 400 000 €
- Siège social : 4, square Edouard VII 75009 PARIS
- Adresse de l'établissement : Actipôle de l'A2 59 Tilloy-lez-Cambrai
- Téléphone (siège) : 01.55.04.79.10
- Télécopie : 01.55.04.79.19
- Nombre de salariés estimé : 80 salariés
- N° SIRET : non connu
- Code NAF : 514S
- Activité principale : Stockage de vêtements, plate-forme logistique

**2- Résumé synthétique du dossier de demande d'autorisation**

2.1 Présentation générale et objet de la demande

Le présent projet concerne l'implantation d'un entrepôt sur la commune de Tilloy-lez-Cambrai sur la zone d'activité de l'Actipôle de l'A2.

L'entrepôt sera constitué d'un bâtiment regroupant deux cellules de stockage de 5131 m<sup>2</sup> (soit moins de 6000 m<sup>2</sup> chacune). L'ensemble de l'entrepôt représentera une surface de 10 910 m<sup>2</sup>, il sera construit sur une superficie de 23 607 m<sup>2</sup> et une hauteur maximale de 12,10 m.

Les produits stockés seront des vêtements textiles soit des matières combustibles.

3 types d'opérations auront lieu sur le site :

- l'entrée de marchandise : au niveau des quais de chargement
- l'entreposage et la préparation de commandes : le stockage se fera selon 3 principes, en masse, en racks ou en accumulation (empilement) selon les produits. Le stockage en racks se fera sur 4 niveaux avec une hauteur maximale de 8 mètres. La préparation des commandes se fera au niveau d'une zone dédiée à cet effet à proximité des quais. Le transit des marchandises d'une zone à l'autre au sein de l'entrepôt se fera par chariots élévateurs
- la sortie de marchandises : au niveau des quais de chargement, chacune des 2 cellules disposant de 5 quais de chargement. Le trafic généré sera de l'ordre de 40 camions par jour soit 80 passages par jours

L'inventaire des stocks et l'identification de l'emplacement des produits sera suivi par informatique.

Les produits stockés sont visés par les rubriques installation classée suivantes :

- 1510 : produits combustibles
- 1530 : bois, papier, carton

## 2.2. – Impact sur l'environnement induit par l'installation

### a) Intégration dans l'environnement

Le site sera situé au niveau de l'extension Est de la zone d'activité Actipôle de l'A2. Cette zone est desservie par la nationale N43 en provenance de Cambrai par le Sud-Est et de Douai par le Nord-Ouest .

Sur la commune de Tilloy-lez-Cambrai, les terrains destinés à l'implantation du site sont classés en zone(1AUb), correspondant à une zone naturelle non équipée, urbanisable à court terme destinée principalement à accueillir des activités industrielles.

Le site se trouve à distance des zones protégées (notamment le site n'est pas situé sur une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF), sur une Zone d'Intérêt Communautaire pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) et sur un site Natura 2000).

L'aménagement d'espaces verts au sein de la parcelle permettra de recréer un milieu artificiel (pelouse rase, arbres et arbustes d'espèces locales) et de limiter les incidences sur le milieu. La superficie des espaces verts représentera environ 6 553 m<sup>2</sup> sur les 23 607 m<sup>2</sup> de la parcelle soit environ 28,6%.

Les installations classées pour la protection de l'environnement directement voisines du site sont les sociétés 3M France au Sud-Est, Lenglet Imprimeurs et Columbia.

Le site s'intégrera donc dans un paysage déjà industrialisé avec des hauteurs de bâtiment similaires à l'existant. L'impact visuel sera ainsi limité, les zones d'habitation de Tilloy-lez-Cambrai et de Neuville-Saint-Rémy n'ayant pas de vues directes ou dégagées sur le site.

Les infrastructures présentes sont : la RN43, la D939, l'A2 Paris-Bruxelles et le contournement Sud de Cambrai. Les habitations les plus proches, celles de la commune de Neuville-Saint-Rémy, sont relativement éloignées du site (750 m).

Les exigences liées aux sites historiques et sites environnementaux remarquables ont été respectées.

### b) Eau et sous-sol

#### **Protection des ressources en eau :**

Pour les ressources en eau, l'impact le plus à craindre est celui d'une pollution des eaux de surface par les eaux de lessivage des chaussées contenant des particules grasses, du goudron et les retombées issues des échappements des véhicules (hydrocarbures) etc.

L'aquifère exploitée dans cette zone est la nappe de la craie. Aucun captage n'est situé dans un rayon d'1 kilomètre autour du site.

#### **Alimentation et consommation en eau :**

La société est alimentée en eau potable via le réseau public de distribution pour les eaux sanitaires et le réseau sprinkler.

Le branchement d'eau incendie qui alimente les différents RIA et les poteaux incendie se fera à partir du réseau incendie de la zone Actipôle qui est alimenté à partir d'un bassin incendie de 1200 m<sup>3</sup> (pouvant être poussé à 3 000 m<sup>3</sup>) à l'aide d'un surpresseur.

Le site ne dispose d'aucun forage et d'aucun pompage d'eau de surface. Le réseau d'assainissement est de type séparatif.

#### **Rejet en eau :**

Le site possède un réseau d'eau séparatif qui permet d'évacuer séparément les eaux pluviales et les eaux usées dans le réseau public :

- les eaux pluviales (voiries et toitures pour une surface totale de 16 854 m<sup>2</sup>) sont collectées et évacuées dans un bassin tampon appartenant à la zone, après passage par un dispositif séparateur d'hydrocarbures privatif situé sur le site. Ce bassin a une capacité de 20 500 m<sup>3</sup> et est dimensionné pour un débit décennal instantané. Il est situé à l'Est du site
- les eaux usées, constituées exclusivement des eaux sanitaires à raison de 10 m<sup>3</sup>/j, sont rejetées in fine dans le réseau public et sont envoyées vers la station d'épuration de Neuville-Saint-Rémy
- les eaux nécessaires aux essais des RIA et poteaux incendie internes seront rejetées avec les eaux pluviales de voiries.

Une autorisation de rejet au réseau public sera signée entre l'exploitant et le SIAC (Syndicat Intercommunal de l'Agglomération de Cambrai).

#### **Mesures de prévention mise en œuvre pour la protection des ressources en eau :**

- le réseau du site sera équipé d'un disconnecteur afin d'éviter la pollution du réseau public
- l'entrepôt sera lavé au moyen de machines de type auto nettoyeuses. Les eaux collectées (2,5 m<sup>3</sup>/semaine) seront rejetées au réseau d'eaux usées via un regard protégé des infiltrations des eaux pluviales
- le réseau de collecte des eaux pluviales est dimensionné pour recevoir les eaux de ruissellement des paries imperméabilisées (voiries, parking, toitures) pour un débit correspondant à un événement pluvieux de retour 10 ans
- des bacs à sable seront mis en place au niveau des quais camions pour être utilisés en cas de fuite d'huile ou d'hydrocarbure
- un dispositif séparateur d'hydrocarbures sera mis en place pour les eaux pluviales de voiries et de parkings
- les produits potentiellement polluants en cas de déversement accidentel sont mis sur rétention
- rétention des eaux d'extinction au niveau des cellules à hauteur de 635 m<sup>3</sup> et de la zone des quais à hauteur de 616 m<sup>3</sup> soit un total de 1 251 m<sup>3</sup> pour des besoins en eaux d'extinction calculés de 1 149 m<sup>3</sup>

#### **c) Air**

Les activités d'entreposage ne seront pas à l'origine de dégagement de fumées, poussières ou d'odeurs.

Les rejets atmosphériques issus de l'activité et les mesures compensatoires adoptées seront :

- les gaz de combustion issus de la chaufferie
- des traces d'hydrogène issu de la zone de charge des batteries : le local de charge sera conçu conformément aux dispositions réglementaires visées par l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux ateliers de charge d'accumulateurs qui vise notamment les conditions de rejet de l'hydrogène : les effets sur l'environnement des gaz de combustion seront limités compte tenu des opérations de maintenance qui seront réalisées sur l'installation et de l'utilisation du gaz naturel dont la teneur en soufre est très faible ce qui limite notamment les émissions de CO<sub>2</sub>
- les gaz de combustion issus des poids lourds : les chargements et déchargements se feront moteur à l'arrêt en vue de limiter les émissions de gaz d'échappement et les camions seront soumis aux contrôles réglementaires visant contrôler le niveau des émissions polluantes.

L'étude d'impact sur les populations indique que ces émissions n'auront pas d'impact sur les populations.

#### **d) Bruit**

Les sources potentielles de bruits identifiées et les mesures compensatoires adoptées sont : la circulation des camions et les engins de manutention (limitation de la vitesse de circulation), les compacteurs (utilisation uniquement en journée des compacteurs), la chaufferie et le groupe sprinkler (isolation acoustique des locaux associés).

Des mesures de bruits seront réalisées à la mise en service du site en vue d'évaluer les niveaux sonores et les émergences effectifs.

#### **e) Déchets**

Les déchets générés par l'entrepôt sont exclusivement des déchets banals et quelques déchets dangereux du type solvants de nettoyage, des huiles usagées, des batteries.

Une zone de déchets spécifique sera réalisée sur le site, cette zone étant équipée de deux compacteurs. Des bacs de collecte seront mis à disposition du personnel pour faciliter le tri. Les déchets seront traités via des filières adaptées.

#### f) Trafic routier

L'activité de logistique va générer un trafic routier complémentaire de 40 camions par jours soit 80 mouvements par jour.

Au sein de l'établissement, les voies de circulation seront dimensionnées pour les manœuvres de camions sans perturber la circulation sur la voie de desserte de l'entrepôt.

Des consignes seront établies et communiquées aux chauffeurs, elles préciseront notamment les voies de circulation prioritaires permettant de rejoindre les axes autoroutiers ou routiers majeurs.

Au regard du trafic routier déjà existant, l'apport complémentaire de circulation représente une part relativement peu importante (+ 0,55% pour la RN43, + 0,89% pour la RD939 et + 0,3% pour l'A2).

### 2.3. – Volet Sanitaire

Le dossier comporte un volet sanitaire qui porte notamment sur l'influence des émissions atmosphériques issues de l'activité de l'entrepôt.

Les agents retenus susceptibles d'être émis dans l'environnement sont des composés gazeux et particuliers : Particules en suspension (PES), NOx, SO2.

L'étude indique que l'impact sanitaire du site Concerto Développement peut être qualifié de négligeable concernant les risques toxiques à long terme.

### 2.4. – Condition de remise en état du site

Conformément aux dispositions de l'article 3, point 6° du Décret n°77-1133 du 21 septembre 1977, l'exploitant a recueilli l'avis des collectivités s'agissant des éventuels projets en cas de cessation d'activité du site. Aucun projet autre qu'industriel n'est envisagé par la commune de Tilloy-lez-Cambrai ou la communauté de Communes de l'Ouest Cambrésis. Ces dernières demandent simplement que le site soit remis dans un état tel qu'il puisse à nouveau accueillir une activité industrielle.

### 2.5. – Dangers induits par l'installation

Le dossier comporte une étude de dangers reposant sur les principes suivants :

- description de l'installation et de son environnement
- identification des risques
- modalités de prévention

Le risque pour le personnel est quant à lui développé dans la notice d'hygiène et sécurité.

L'étude de dangers comporte :

- une analyse de l'accidentologie pour ce type d'exploitation. Il en ressort que le risque majeur pour ce type d'installation est l'incendie. Majoritairement, les actes de malveillance sont à l'origine du sinistre, suivent la défaillance humaine et la défaillance matérielle. Les dommages matériels sont souvent importants et coûteux. Les pertes humaines restent faibles. Les conséquences pour l'environnement, quand il y en a, sont une pollution atmosphérique, une pollution des eaux de surface, des eaux souterraines et des sols.

Au regard de cette analyse de l'accidentologie, le pétitionnaire a prévu un certain nombre de mesures de prévention, de protection et d'intervention : présence de moyens de lutte contre l'incendie (poteaux incendie, RIA, extincteurs, extinction automatique) avec dimensionnement aux besoins effectifs des ressources en eau, contrôle des engins de manutention et des installations électriques, interdiction d'apport de feu dans toutes ses formes, moyen de rétention des eaux d'extinction potentiellement polluées, dispositifs visant à limiter la production de fumées, compartimentage des zones par murs coupe-feu pour limiter la propagation du sinistre, formation du personnel aux risques inhérents à l'activité

- une évaluation préliminaire des risques dans laquelle une évaluation du niveau de risque pour l'environnement et une présentation des mesures susceptibles de réduire l'occurrence des risques ou les conséquences identifiées ont été réalisées.

L'identification des sources de dangers a fait l'objet d'une analyse systémique pour chaque équipement.

L'analyse détaillée de réduction des risques récapitule les causes et les conséquences éventuelles des événements associés ainsi que les moyens de prévention/protection retenus.

Les risques d'origine externe (foudre, inondation, sismique) et interne liés aux opérations ou installations ont été analysés selon la méthode de l'Analyse Préliminaire des Risques (APR), semi-quantitative (c'est à dire incluant une estimation de la criticité) et, pour les risques d'accidents majeurs, selon la méthode nœud papillon.

La synthèse de l'analyse des risques a été réalisée sous forme de tableaux récapitulatifs avec évaluation et hiérarchisation des risques en terme de :

- classe de probabilité d'occurrence (ou fréquence notée F)
- niveau de gravité des conséquences, noté G
- cinétique, notée C.

Ainsi, la cotation des différents événements recensés dans les tableaux a été effectuée en terme de probabilité d'occurrence, de gravité et de cinétique. Les échelles de gravité, de fréquence et de criticité utilisées, permettant de quantifier le niveau de risque associé à chacune des situations dangereuses identifiées, se réfèrent notamment à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Sont ainsi définis :

- 5 niveaux de gravité des conséquences de G1 à G5: Modéré, Sérieux, Important, Catastrophique et Désastreux
- 5 classes de probabilité (ou fréquence) de A à E : Événement courant, Événement probable, Événement improbable, Événement peu probable ou très rare et Événement Improbable.

La criticité (ou niveau de risque) de l'événement redouté correspond au couple gravité-fréquence attribué à cet événement potentiel. La grille de criticité retenue reprend 3 niveaux de risque : acceptable, critique ou inacceptable. La grille permet ainsi de hiérarchiser les risques et de donner un ordre de priorité à la mise en œuvre d'actions de sécurisation.

L'analyse préliminaire semi-quantitative des risques a permis d'identifier, pour le site Concerto Développement, 13 situations dangereuses et pour chaque situation d'évaluer le niveau de risque. Ces scénarios ont été reportés dans une grille de criticité Gravité/Probabilité avant et après mise en œuvre des mesures de sécurité.

L'étude de dangers

Au regard de cette grille :

- avant mise en place de toute disposition
  - un seul scénario de niveau III « inacceptable » apparaît : scénario d'incendie d'une cellule
  - deux scénarios de niveau II « critiques » apparaissent : scénario d'incendie généralisé de l'entrepôt et scénario d'explosion d'un nuage air-hydrogène dans un local de charge de batteries
- après mise en place de dispositions de prévention, de protection et d'intervention, plus aucun scénario « inacceptable » ne paraît. Seul le scénario d'incendie d'une cellule demeure « critique ».

Compte tenu des criticités déterminées par l'analyse détaillée des risques, le scénario résiduel devant faire l'objet d'un calcul de conséquence est l'incendie d'une cellule de l'entrepôt.

Ainsi, le scénario « incendie d'une cellule de stockage » dit scénario majeur est analysé selon la méthode du nœud papillon.

Les conséquences sur l'environnement (flux thermique et dispersion de gaz toxiques) ont été évaluées :

#### Effet des Flux thermiques :

Le scénario dimensionnant retenu est celui de l'incendie généralisé du bâtiment, la composition du stockage étant la plus pénalisante en terme de rayonnement thermique (matériaux les plus inflammables et combustibles)

Les flux thermiques de référence choisis ont été ceux repris dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 visé ci-dessus et ceux visé par l'arrêté ministériel du 05 août 2002 relatif aux prescriptions applicables aux entrepôts couverts.

Les calculs menés donnent les distances d'effets thermiques suivantes :

cellules	Flux thermique reçu en kW/m <sup>2</sup>	Distances à chaque face de la cellule en mètres							
		Face Nord-Ouest (partie sans local)		Face Sud-Est (partie sans bureau)		Face Sud-Ouest		Face Nord-Est (partie sans bureau)	
1 & 2		smc	** amc	smc	** amc	smc	** amc	smc	** amc
	Z = 8	26.3	14 (EI120)	26.3	21.5	28	0 (merlon)	28	20.8
	Z = 5	42	24 (EI120)	42	34.3	46.8	19.8 (merlon)	46.8	32.5
	Z = 3	61.5	36 (EI120)	61.5	50	70	35.3 (merlon)	70	47

- <sup>\*</sup> smc : sans mesures compensatoires
- <sup>\*\*</sup> amc : avec mesures compensatoires

A noter que les seuils à 16, 20 et 200 kW/m<sup>2</sup> ne déterminent pas de zone à risques supplémentaires.

En vue de limiter les effets des flux thermiques engendrés en cas d'incendie, les mesures constructives compensatoires suivantes sont prévues :

- construction d'un merlon de 4,10 m de haut et de 8,30 m de large en limite de propriété du côté Sud-Ouest du site
- murs coupe-feu de degré 2 heures (REI120) sur la façade Sud-Ouest en vue de protéger la zone des bureaux
- du côté Nord-Ouest, les flux thermiques sont réduits par le mur coupe-feu de degré 2 heures (REI120) des locaux techniques puis par un écran EI120 érigé sur le reste de la façade et sur une hauteur de 2,20 m
- les deux cellules seront séparées par un mur coupe-feu de degré 2 heures (REI120) avec dépassement de ce mur de 1 m en toiture et de 1 m latéralement en façade
- les locaux techniques et les bureaux sont séparés des cellules de stockage par des murs coupe-feu 2 heures REI120.

Considérant ces mesures constructives :

- les flux thermique de 5 kW/m<sup>2</sup> ne dépasseront pas les limites de propriété du site
- les flux thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup> n'atteindront pas d'ERP, de voie à grande circulation ou de voie ferrée servant au transport de voyageurs mais sortent des limites de propriété du site au niveau de la face Nord-Est
- pour chacune des configurations, il n'y aura pas de flux thermique supérieur à 8 kW/m<sup>2</sup> susceptible d'atteindre une cellule voisine ou un local voisin (absence d'effet domino)

avec :

❖ pour les effets sur les structures :

5 kW/m<sup>2</sup>, seuil des destructions de vitres significatives

8 kW/m<sup>2</sup>, seuil des effets domino et correspondant au seuil de dégâts graves sur les structures

❖ pour les effets sur l'homme :

3 kW/m<sup>2</sup>, seuil des effets irréversibles délimitant la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine »

5 kW/m<sup>2</sup>, seuil des effets létaux délimitant la « zone des dangers pour la vie humaine » mentionnée à l'article L.515-16 du code de l'Environnement.

Par ailleurs, le scénario envisagé est majorant d'autant qu'il ne tient pas compte des mesures de protection et d'extinction en place (système de détection incendie ; extincteurs ; RIA ; système de sprinklage, bornes incendie).

### Effets des fumées toxiques

L'étude de dispersion met en évidence que le seuil de concentration à effets létaux et que le seuil de concentration à effets irréversibles ne sont pas atteints. La hauteur de la source virtuelle de rejet est de 27 m à 55 m.

De plus, la dispersion horizontale du nuage opaque n'est que de quelques dizaine de mètres (30m maximum), 230 m dans les concentrations les plus faibles. A noter que le RN43 est à environ 120 m au Sud-Ouest, l'A2 est à environ 900 m au Sud-Est et qu'elles ne sont pas situées dans le couloir des vents dominants.

Toutefois l'exploitant prévoit la mise en place d'une procédure dans le cadre du plan d'intervention afin de prévenir le gestionnaire d'autoroute SANEF.

### **3- Consultation administrative et publique**

#### **3.1. – Enquête publique**

- Arrêté préfectoral d'enquête publique : 20 mars 2007
- Durée : 1 mois, du 23 avril 2007 au 23 mai 2007
- Communes concernées : Raillencourt-Sainte-Olle, Tilloy-lez-Cambrai, Sailly-lez-Cambrai, Sancourt,

- Résultats :

Aucune remarque n'a été portée sur le registre d'enquête publique.

Avis du Commissaire-Enquêteur : avis favorable du 22 juin 2007. Le pétitionnaire a, par courrier en date du 06 juin 2007, répondu aux observations formulées par le commissaire enquêteur.

- Avis de Monsieur le Sous-Préfet de Cambrai : avis favorable du 29 juin 2007
- Avis des Conseils municipaux : pas d'avis transmis

#### **3.2. – Enquête administrative**

- **Avis de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales** : avis favorable du 10 mai 2007
- **Avis de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours** : l'avis est réalisé sous la forme d'un rapport technique résumant la nature du projet, les installations et les mesures à mettre en œuvre pour assurer la défense incendie du site. Le rapport indique qu'une fois la défense incendie existante sur la zone d'activité de l'Actipôle sera complétée par les dispositions prévues dans le dossier, la défense incendie extérieure pourra être considérée satisfaisante. Le rapport fait état de préconisations techniques et constructives.

#### **Avis de la DRIRE :**

Les préconisations techniques et constructives formulées dans le rapport du SDIS sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral au travers des différents articles afférents à la sécurité du site.

- **Avis de Monsieur le Chef de la Division de l'Équipement de la SNCF** : pas d'avis transmis
  - **Avis de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Mise, Service de la Police de l'eau** : avis favorable du 17 avril 2007
  - **Avis de Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement** :
    - avis du 19 juin 2007 : l'avis expose 3 remarques :
      - « si le dossier est globalement très fouillé et très clair dans sa partie technique malgré 270 pages du dossier et autant d'annexes, il apparaît nécessaire de réserver un chapitre particulier à la présentation du projet pour une meilleure lisibilité »
      - « le traitement des eaux pluviales mériterait d'être quelque peu complété, notamment dans le cadre d'une surcharge du dispositif »
      - « concernant les sources de polluants, l'étude ne peut pas les traiter de manière générale et s'abstenir de le faire dans le cadre du fonctionnement du site, c'est un écueil à combler »
      - « l'aspect paysager est trop sommairement traité. L'impact de ce projet dans son environnement ne peut être négligé ».
- Il est indiqué que le projet ne pourra recevoir un avis favorable si l'étude n'intègre pas les différentes remarques formulées.

Les remarques formulées ont été communiquées au pétitionnaire afin qu'il apporte ses éléments de réponse.

Ce dernier a transmis ses éléments de réponse par courrier du 31 août 2007 qui ont été transmis à la DDE.

Il a été convenu avec la DDE que ce complément de réponse est suffisant sous réserve qu'il soit clairement précisé dans le projet d'arrêté que le dispositif séparateur d'hydrocarbures est un dispositif privatif situé dans l'enceinte du site.

- **Avis de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement** : avis favorable du 04 avril 2007
- **Avis de Monsieur le Directeur Régional de la Navigation** : pas d'avis transmis

- **Avis de Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle** : pas d'avis transmis

- **Avis de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement :**

L'enquête publique menée sur le dossier de création d'un entrepôt sur la commune de Tilloy-lez-Cambrai n'a soulevé aucune remarque sur le dossier présenté.

L'enquête administrative a été l'occasion de remarques de la part de la Direction Départementale de l'Équipement. L'exploitant a produit le complément d'information nécessaire. Les compléments apportés ont permis de répondre aux interrogations soulevées.

La problématique majeure rencontrée sur ce type d'installation est le risque incendie.

La méthodologie adoptée dans l'étude de dangers est celle inscrite dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Le calcul des flux thermiques montre que :

- les flux à  $5 \text{ kW/m}^2$  demeurent dans les limites de propriété du site
- certains flux à  $3 \text{ kW/m}^2$  sortent des limites de propriété du site sans pour autant atteindre de cible sensible.

L'étude des flux thermiques engendrés par un incendie a conduit l'exploitant à mettre en œuvre les mesures constructives et organisationnelles adéquates. L'ensemble de ces mesures est repris dans le projet d'arrêté préfectoral joint en **annexe 1** au présent rapport.

Par ailleurs, en vue de prévenir tout accident induit par les fumées engendrées par un incendie de l'entrepôt susceptibles de réduire la visibilité au niveau des voies de circulation et surtout de l'autoroute A2, l'exploitant devra mettre en place une procédure d'alerte des services et prestataires concernés tels la SANEF. Cette disposition est reprise dans le projet d'arrêté.

#### **4- Zones d'effets - Porter-à-connaissance**

Le tableau joint en **annexe 2** au présent rapport précise les distances des zones d'effets associées aux phénomènes dangereux examinés dans le cadre de l'étude de dangers de l'établissement.

Le lieu envisagé pour l'implantation de l'entrepôt respecte les dispositions de l'article 4, 1<sup>er</sup> alinéa de l'arrêté ministériel du 05 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 qui précise :

« La délivrance de l'autorisation d'exploiter est subordonnée à l'éloignement des parois extérieures de l'entrepôt par rapport :

- aux constructions à usage d'habitation, aux immeubles habités ou occupés par des tiers et aux zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et aux voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance Z1 correspondant aux effets létaux en cas d'incendie ;
- aux immeubles de grande hauteur, aux établissements recevant du public, aux voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, aux voies d'eau ou bassins, exceptés les bassins de rétention d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et aux voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance Z2 correspondant aux effets significatifs en cas d'incendie ».

En **annexe 3** au présent rapport figure une cartographie reprenant les zones d'effets associées aux phénomènes dangereux examinés dans le cadre de l'étude de dangers de l'établissement.

#### **5- Conclusion**

Le dossier présenté le pétitionnaire CONCERTO DEVELOPPEMENT concerne la création d'une plate forme logistique destinée à entreposer des matières textiles (plus de 500 tonnes de matières combustibles).

L'enquête publique et administrative n'a mis en évidence aucune opposition au projet.

Au cours de l'instruction finale du dossier, l'exploitant a souhaité pouvoir faire modifier certaines préconisations techniques du SDIS s'agissant des voies d'accès réservées aux services de secours. L'exploitant s'est alors rapproché du SDIS d'obtenir son accord sur des dispositions compensatoires. Par courrier du 04/10/2007, le



SDIS a transmis son accord sur les dispositions compensatoires proposées par l'exploitant. Ce point a été repris dans le projet d'arrêté préfectoral joint au rapport.

Les distances des effets irréversibles en cas d'incendie dépassent les limites de propriété du site, il convient dans ce cas et en application de la circulaire DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 04 mai 2007 relative au porter à la connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées, de réaliser un porter à connaissance de ces distances.

## **6- Proposition**

### **6.1 avis sur le dossier de demande d'exploiter**

Conformément aux dispositions de l'article R512-25 du Code de l'Environnement, le rapporteur propose aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter d'une plate-forme logistique sur la commune de Tilloy-lez-Cambrai déposée par le pétitionnaire CONCERTO DEVELOPPEMENT.

Le projet d'arrêté préfectoral établi en ce sens est joint en annexe 1 au présent rapport.  
L'exploitant, consulté sur ce projet, a donné son accord sur les dispositions proposées.

### **6.2 porter à connaissance**

Le tableau joint en annexe 2 liste les phénomènes dangereux susceptibles d'être pris en compte pour la mise à jour des documents d'urbanisme. La cartographie jointe en annexe 3 au présent rapport figure ces distances d'effets. Le présent rapport est établi en fonction des données résultant des estimations réalisées par les modèles mathématiques disponibles et sur la base des connaissances techniques opérationnelles et scientifiques acquises et vérifiées à la date de sa rédaction.

Nous proposons à M le Préfet du Nord de transmettre aux services administratifs (notamment services chargés de l'urbanisme, SIRACED-PC, SDIS et inspection du travail) ainsi qu'au maire de Tilloy-lez-Cambrai et E.P.C.I (Etablissement Publics de Coopération Intercommunale) concernés, pour suites à donner dans leurs domaines de compétences, une copie du présent rapport.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de porter à la connaissance de Monsieur le Maire de la commune de Tilloy-lez-Cambrai l'ensemble de ces éléments, de façon à ce qu'ils soient traduits en termes de mesures de maîtrise de l'urbanisation et qu'il en soit tenu compte dans les documents d'urbanisme de la commune.

L'inspection des installations classées signale toutefois que le présent rapport pourra éventuellement être modifié ou complété ultérieurement en fonction d'éléments nouveaux résultant en particulier d'une actualisation d'étude de dangers.

De plus, l'inspection des installations classées souligne que compte tenu de l'incertitude liée à l'évaluation des risques, les scénarios susceptibles de se produire et les zones d'effets associées ne sauraient avoir de valeur absolue et qu'il convient, dans les documents d'information sur les risques, de rappeler que des dommages aux biens et aux personnes ne peuvent être totalement exclus même à l'extérieur des zones ainsi définies. Selon les cas, des effets indésirables pourront par ailleurs perturber la capacité des individus à réagir face à un accident.

L'Inspecteur des Installations classées ,

Vu et transmis avec avis conforme à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du Nord  
Cité Administrative  
59048 LILLE CEDEX
- Monsieur le Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais, Préfet du Nord  
DAGE/3ème bureau 12-14, rue Jean Sans Peur 59039 LILLE Cedex

pour passage en Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques

Prouvy, le  
Pour le Directeur et par délégation  
Le Chef de Groupe de subdivisions de Valenciennes,